

RÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET PSYCHOLOGIQUE DU CAPITALISME ET DE LA TECHNOCRATIE: LE MARCHÉ COMMUN ANNONCE-T-IL LA FÉDÉRATION EUROPÉENNE DES ÉTATS-MAJORS ET DES TRUSTS, RAPPROCHE-T-IL DE CELLE DU VÉRITABLE SOCIALISME? (4^{ème} partie)

Indifférence des masses, raisons de l'opposition des gauches.

C'est paradoxalement, au moment où l'on voit enfin poindre à l'horizon la réalisation du vieux rêve des États-Unis d'Europe (Europe Unie, Confédération, Fédération, la dénomination importe peu) que les masses européennes tant de fois victimes des guerres et des rivalités d'États, semblent adhérer le moins au mouvement. 1830, 1848, 1918, 1945, ces dates sont celles des grands soulèvements d'enthousiasme puis des grands espoirs déçus d'une Europe fraternelle. Cet espoir est-il tari? Cette Europe que l'on présente, il est vrai peu alléchante, c'est celle des maîtres de forge, des état-majors, des gouvernements des technocrates, non celle des peuples. Ces organismes internationaux, aux initiales mortes, rassemblant les porte-parole du grand capital et des hautes administrations, ne sont pas populaires et n'ont pas songé à essayer de l'être. Et puis, on ne s'emballe pas pour un Marché... si le grand capitalisme dégoûte un retour au libéralisme économique rend au moins sceptique.

Parce qu'elle sauvegarde le capitalisme, l'Europe du Marché commun a donc suscité un accueil froid des peuples et de l'opposition à gauche. Inutile de revenir sur l'attitude des Partis communistes qui n'obéissent qu'aux intérêts de l'URSS, et ne font appel qu'aux vieux clichés du nationalisme et à l'anti-américanisme. Plus intéressant est le point de vue de la Gauche travailliste anglaise qui s'appuie sur des analyses réalistes, comme celle de Thomas Balogh (*«Revue de politique internationale»* publiée par Belgrade). Le Marché commun se traduit au démarrage, par une baisse des salaires réels d'environ 6%: c'est le *«miracle»* français ou allemand qui devait se répéter en Grande-Bretagne. Cette baisse s'accompagne d'un accroissement des inégalités et d'une forte élévation de l'accumulation du capital permettant la modernisation de l'industrie qui la rend plus compétitive. C'est évidemment ce qui allèche tous les milieux financiers et capitalistes, mais c'est ce à quoi les milieux de gauche ne peuvent s'opposer, car ils n'ont rien d'autre à proposer.

Absence de programme socialiste

En effet au pouvoir ou dans l'opposition, les différents travailleurs et social-démocraties ne peuvent qu'eux aussi, proposer des replâtrages capitalistes. A la différence près qu'ils n'ont même pas l'audace du grand capital de prôner des renflouages en série des économies européennes, et qu'elles en sont restés au cadre national. Même le Parti communiste français, sentant récemment la nécessité d'un programme, n'a pu à Ivry, le 28 septembre, que proposer à côté de réformes politiques correspondant à la Constitution de 1791 l'adoption, en France, du programme travailliste de 1945 de nationalisations! Programme intéressant, certes, qui permit un assainissement de l'économie nationale et aboutit à la remise en celle des conservateurs!...

Car notre gauche est incapable d'opposer au dynamisme libéral du capitalisme privé, un dynamisme collectif supérieur, des structures plus vivantes, plus humaines. D'où le déclin constant des partis de gauche, incapables de concevoir et de proposer une alternative réelle. Si c'est pour faire la même chose, autant laisser les équipes capitalistes en place. D'où le détachement aussi des populations à l'égard des régimes de l'Est: technocratie pour technocratie, la mieux rodée et la moins embêtante est souvent celle de l'Ouest

Baisse de conscience internationaliste

Laissant les masses sans but précis, le *«Socialisme»*, depuis un demi-siècle a commis une trahison plus

grave encore: celle de laisser les peuples s'enfermer de plus en plus dans la cadre dessiné par la bourgeoisie nationale. Depuis que tous les partis socialistes eurent, en 1914, poussé les masses à participer docilement aux guerres, le pli fut pris de tourner le dos à l'internationalisme prolétarien. Épousant les querelles des bourgeoisies, les directions socialistes et communistes ont permis la momification nationale de l'esprit public européen. On ne livre pas impunément les masses aux états-majors et à l'ivresse des excitations patriotiques. Aujourd'hui munis de solides œillères nationales, béats de nationalisme, partis de gauche et peuples suivent, tant bien que mal, les bourgeoisies dans le virage européen. Au lieu de les devancer dans l'internationalisme, ils prennent du retard. Mouvements sociaux, solidarité ouvrière, mots d'ordre, revendication, organisation syndicale ne passent pas encore les frontières qu'on efface pour aux les mouvements de capitaux, les mots d'ordre bourgeois et les organismes technocratiques. Voilà où nous en sommes après un demi-siècle d'union sacrée d'anciens combattants, de fronts nationaux et patriotiques, de gestion loyale et hymnes nationaux; sans parler des expéditions coloniales pour la Compagnie du Canal de Suez.

Les conseils de travailleurs, tradition révolutionnaire authentique européenne

Et pourtant quand il leur arrive de prendre de temps en temps leur destin en main, les classes ouvrières européennes retrouvent des attitudes et tendances communes et qui n'aboutissent pas précisément à installer des représentants des partis de gauche aux conseil d'administration des entreprises nationales, idéal de toutes les technocraties. Ces méthodes auxquelles ont recours les ouvriers européens au moment des crises c'est l'action directe, la grève sur le tas, l'occupation d'usine, le conseil ouvrier. Et cela malgré les leaders politiques et les syndicats réformistes qui, partout, essayent de détourner les masses de l'action révolutionnaire, de canaliser la pression des travailleurs au profit de leur bureaucratie. Les exemples ne manquent pas de ces conseils de travailleurs: de l'Espagne à la Finlande, de l'Irlande à la Bulgarie; rappelons la Russie en 1905 et 1917, l'Italie, l'Allemagne, la Hongrie en 1918, la Grande-Bretagne des années 1920, l'Espagne de 1936, la Hongrie et la Pologne de 1950. C'est là qu'il faut chercher la véritable alternative socialiste, l'embryon d'une société réellement collectiviste et non dans les nationalisations. C'est cette tendance profonde aux conseils ouvriers qui effraie et déconcerte les bureaucrates comme les patrons et qu'essaient de nier et de camoufler tous les dirigeants de l'Est à l'Ouest.

A l'Est, la bureaucratie communiste a supprimé les Soviets et réduit les syndicats au rôle d'officines policières, elle fait le silence sur toutes les tentatives d'auto-organisation ouvrière, de peur de diminuer le rôle des dirigeants et du parti. L'apparition spontanée de conseils ouvriers est d'autant plus étouffée que, chaque fois ceux-ci se dressent contre le pouvoir communiste défaillant, en Allemagne de l'Est en 1953, comme en Hongrie et Pologne en 1956. Puis le parti reprend en main les usines, supprime les conseils, fusille leurs représentants (Hongrie) ou les étouffe lentement (Pologne). En Yougoslavie sous une phraséologie exubérante, on crée officiellement des conseils d'usine qui n'ont guère plus de pouvoir que les comités d'entreprise en France.

A l'Ouest, précisément, la bourgeoisie préfère généralement institutionnaliser les conseils imposés par les ouvriers en période de crise: *Steward Committee* en Angleterre, délégués d'atelier puis comité d'entreprise en France; cela donne une chance aux bureaucrates syndicaux de se laisser acheter par le système capitaliste. Mais partout, on tire un trait sur les origines des conseils ou des soviets, on en dissimule l'ampleur ou on en restreint la portée: survivances inexpliquées d'un passé oublié. On chercherait aussi vainement des études sur les conseils hongrois de 1918 dans les pays dits socialistes que sur les collectivisations agraires et industrielles de la Révolution espagnole dans le régime «*national-sindicaliste*» de Franco, et réciproquement d'ailleurs. Il ne faut pas braquer les projecteurs sur le défaut commun des cuirasses des dirigeants.

Collectivisme et Fédéralisme, vers un socialisme réel

Le chemin du socialisme n'est pas celui d'une synthèse de l'Est et de l'Ouest, du rapprochement entre les deux technocraties, de la fraternelle accolade du Socialisme d'État et du Capitalisme d'État (*États patrons de tous les pays unissez-vous!*) mais dans la reprise de la recherche d'une toute autre société réellement collectiviste et internationaliste. Ce chemin qui mène au socialisme véritable, à la mesure de l'homme relayé par des collectivités à sa taille: conseil d'usine et de village, coopératives, communes, régional, internationales, c'est celui du Fédéralisme des travailleurs et des consommateurs. Proudhon, Bakounine, Kropotkine, Malatesta l'ont pressenti, le syndicalisme révolutionnaire et l'anarcho-syndicalisme en ont fait leur but. Chaque fois que des marxistes décèlent l'impasse des méthodes d'État, ils y aboutissent, tels Pannekoek

ou C.D.M. Cole. Chaque fois que, dans le monde marxiste éclate une hérésie et que l'hérétique se défend, on l'accuse de déterrer le cadavre de Proudhon et de Bakounine, et si l'hérétique en a encore les moyens, il découvre à son tour Proudhon et Bakounine cachés par le culte du dieu unique Marx.

Vers la véritable Révolution Européenne

Loin de lutter contre l'unification européenne, il faut accomplir cette unification dans la pensée et l'action du mouvement révolutionnaire européen. L'Europe n'a cessé d'être le laboratoire du socialisme, l'école des tendances socialistes. C'est aux générations débarrassées des œillères nationales qu'il appartient de mettre sur pied, enfin, un autre société que celles qu'on nous propose et qui échouent dans leur prétention de donner aux peuples l'abondance et la liberté à notre portée. C'est aux Européens enfin unis et munis de belles disponibilités industrielles, agricoles et intellectuelles de reprendre la lutte et de montrer la voie.

(Fin).

Roland BRETON.
